

tendaient bien. Il n'y avait pas en de dissensions entre eux jusqu'en 1967, date à laquelle M. Trudeau est entré sur la scène politique. Il a divisé le pays entre francophones et anglophones. A présent, il oppose l'Est à l'Ouest. Il tâche d'amener l'Ouest à haïr l'Est et vice-versa. On comprend mieux pourquoi il sourit quand on parle d'un mouvement séparatiste dans l'Ouest qui réclame des changements. Il divise notre pays.

Vous savez, il suffirait que 14 députés libéraux quittent les rangs de leur parti et joignent le NPD ou le PC, peu importe, ou forment un mouvement propre, pour le faire tomber. Comme le disait le premier ministre Pearson, un premier ministre qui a la majorité à la Chambre et qui a le gouvernement de la dictature a toutes les facilités du monde au Canada. Le premier ministre a la majorité aux Communes et il obtient ce qu'il veut. Les libéraux lui ont peut-être dit, à l'unanimité, pour le convaincre de rester à la tête de leur parti, qu'ils feraient tout ce qu'il demanderait, parce qu'ils étaient sans chef.

De toute façon, tout cela avait été machiné par M. Trudeau, qui a fait tomber le gouvernement pour revenir comme chef. Tout a fonctionné à merveille. Son plan était excellent, mais il ne dupe pas les Canadiens une seconde. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) nous a dit ce soir que seulement quelques personnes traversent la frontière. Il a parlé du plus grand nombre d'emplois. L'orateur précédent de ce côté-là de la Chambre a parlé d'un plus grand nombre d'emplois. Vivons-nous bien dans le même pays? Il y a presque un million de Canadiens en chômage. Des centaines de Canadiens se pressent aux réunions séparatistes dans l'Ouest. Croyez-vous que ces personnes ne sont pas raisonnables? Elles en ont assez. Elles surnomment même leur mouvement la «WestFed».

Nous avons tout fait pour faire entendre raison au gouvernement, pour le réveiller, mais ses membres se contentent de sourire. Je crois que la possibilité de séparation de l'Ouest les ravit. Écoutez bien ce que je dis: il y en a peut-être qui parlent de séparation, mais il faudra bien plus qu'un dictateur comme M. Trudeau pour me chasser de ce pays. Je suis Canadien. J'ai combattu pour ce pays, comme des centaines de mes compatriotes de l'Ouest, et nous allons obtenir justice, d'une façon ou d'une autre. Nous ne nous laisserons pas chasser de ce pays par un dictateur.

Quand nous parlons d'industries qui réduisent leurs immobilisations, je me demande pourquoi de le ministre chargé de l'énergie ne cite pas les lettres qu'il reçoit. Il a lu des extraits d'articles de journaux, mais je sais que des personnes qui lui écrit pour lui dire qu'elles réduisaient leurs investissements et leur embauche. Les industries ferment les unes après les autres. Le ministre n'a lu aucune de ces lettres. Si je puis, je voudrais en mentionner une qu'il a reçue l'autre jour et dont j'ai une copie. La lettre était peut-être mal adressée, je n'en sais rien, mais elle disait que l'auteur, une entreprise canadienne, une filiale américaine, devait établir une nouvelle usine à Grande Prairie au coût de 4.2 millions de dollars, mais... J'ai envoyé une copie de la lettre au premier ministre. J'ai pensé que M. Lalonde ne le ferait pas, alors je l'ai fait. La compagnie réduit son investissement de moitié. Déjà quinze personnes sont en chômage. Si les choses ne s'améliorent pas pour elle l'an prochain, si elle ne fait pas de bénéfices, elle

devra réduire encore. C'est la décision que prennent les entreprises les unes après les autres.

Quelle est la réponse à tout ceci? Le gouvernement demande ce qu'il peut faire. Il s'imagine que la seule façon de lutter contre l'inflation, c'est de laisser monter les taux d'intérêt. Il existe cependant un meilleur moyen, laisser intervenir la libre entreprise. Quand on accroît la production on favorise la solution du problème. Il y a inflation quand il y a trop de dollars pour acheter trop peu de marchandises. Mais on nous dit qu'il n'y a pas d'autre moyen de rendre l'argent rare. Pourquoi ne pas procéder à l'inverse? Nous devrions accroître notre production. Tâchons de rapprocher l'offre et la demande. De cette manière, nous pourrions enrayer l'inflation mieux que par tout autre moyen. C'est la solution de la libre entreprise, solution différente de l'approche du gouvernement.

La libre entreprise est la solution à tous ces problèmes. Mais le gouvernement actuel ne pratique pas la libre entreprise. Le premier ministre Trudeau s'est déjà écrié: «Viva el Castro». Était-ce dans le sens de la libre entreprise? Pas le moins du monde.

La libre entreprise ne laisserait jamais 6 milliards de dollars quitter notre pays, pas plus qu'elle ne permettrait aux financiers de réinvestir leur argent à l'étranger, et elle n'endurerait pas la nationalisation. L'argent ne vient pas quand le risque est plus fort que la récompense. La libre entreprise est fondée sur la concurrence.

L'essence même de la libre entreprise, c'est la concurrence. Cette concurrence doit pouvoir s'exercer. Car il n'y a rien d'immoral à faire des bénéfices.

Quand on réussit à faire des bénéfices, on est stimulé. C'est ainsi que les choses se passent en Alberta, où règne la libre entreprise. Le gouvernement actuel veut s'approprier cette bonne chose. Pourquoi ne fait-il pas la même chose partout au Canada; laisser la libre entreprise s'exercer. On devrait créer des centaines et des centaines d'ateliers ayant un, deux, trois ou quatre employés. Il ne se passerait pas ce qui se passe aujourd'hui, c'est-à-dire que la moitié de tous les biens vendus au Canada sont fabriqués à l'étranger. Commençons à fabriquer nous-mêmes ces choses.

En second lieu, nous devons accroître notre production si nous voulons réduire l'inflation tout en augmentant les salaires. Il faut accroître la production. Les financiers investissent les capitaux nécessaires pour accroître la productivité, à condition de toucher des bénéfices. Les bénéfices sont à la base, et le gouvernement devrait entreprendre de créer un climat qui encouragera les Canadiens à investir leur argent au pays au lieu de l'envoyer à l'étranger. Il devrait libérer les Canadiens de l'impôt sur les gains en capital, afin de les inciter à construire et à agrandir leurs entreprises ou à prendre leur retraite quand ils cessent d'être rentables afin que la relève puisse les remplacer.

● (0250)

Le pays est sous le coup des politiques du gouvernement. Si ce dernier veut bien appliquer les principes de la libre entreprise, il pourrait sauver le pays. Je défie quatorze députés libéraux de traverser le parquet de la Chambre. Faisons en sorte d'obliger le premier ministre à rétablir les principes de la libre entreprise et à sauvegarder le pays de la socialisation.

Des voix: Bravo!